



Direction générale des services
Services Généraux,
Direction des Affaires Juridiques

Pouvoir Adjudicateur :

Université Sorbonne Paris Nord
99, Avenue Jean Baptiste Clément
93430 VILLETANEUSE

Prestations de dératisation, désinsectisation et désinfection des locaux de l'Université Sorbonne Paris Nord

Cahier des clauses administratives particulières

CCAP n° 2025MAPAS000001

Etendue de la consultation :

**Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123- 4 du code de la
commande publique**

Article 1 – Présentation de l'université Sorbonne Paris Nord	3
Article 2 - Objet du marché	3
Article 3- Décomposition du marché	3
3-1-Allotissement	3
3-2-Forme du marché	3
Article 4 - Obligations du titulaire	4
4-1-Pièces contractuelles.....	4
4-2-Réparation des dommages	4
4-3-Obligation de résultat.....	4
4-4-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	4
4-4-1-Protection de la main d'œuvre	4
4-4-2-Clause sociale	5
4-5-Protection de l'environnement	5
4-6-Assurances.....	5
4-7- Obligations relatives à la sous-traitance.....	6
4-8- Obligation de confidentialité	6
Article 5 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations	6
5-1 Durée du marché et délai d'exécution	6
5-2 Exécution complémentaire	6
5-2-1 Modification du contrat.....	7
5-2-2 Réalisation de prestations similaires	7
5-3 Prolongation des délais	7
5-4- Pénalités de retard	7
Article 6 - Prix et règlement	7
6-1-Contenu des prix	7
6-2-Variation des prix.....	7
6-3-Modalités de règlement	8
6-3-1-Régime des paiements	8
6-3-2-TVA	8
6-3-3-Présentation des demandes de paiement.....	8
6-3-4-Répartition des paiements.....	8
6-3-5-Délais de paiement	9
6-3-6-Intérêts moratoires.....	9
6-3-7 Déduction des pénalités	9
6-4-Avance.....	9
6-5-Pénalités diverses	9
6-5-1-Pénalités d'exécution.....	9
6-5-2-Pénalité pour travail dissimulé :	9
Article 7 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
7-1-Lieu d'exécution.....	10
7-2-Conditions d'exécution des prestations	10
7-2-1-Suivi de la prestation	10
7-2-2- Conditions d'intervention	10
7-2-3- Stockage du matériel	11
Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie	11
8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications	11
8-2-Garantie	11
Article 9 - Dispositions diverses.....	11
Article 10 - Résiliation	11
10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	11
10.2 - Résiliation pour faute	12
10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation	12
Article 11 - Litiges et différends	12
Article 12 - Dérogations aux documents généraux	12

Article 1 – Présentation de l'université Sorbonne Paris Nord

L'Université Sorbonne Paris Nord est un établissement d'enseignement supérieur pluridisciplinaire implanté sur quatre campus en Seine-Saint-Denis : Villetaneuse, Bobigny, Saint-Denis, La Plaine Saint-Denis et Argenteuil. L'Université Sorbonne Paris Nord est fréquentée par 24 000 étudiants dont un millier en formation continue et se compose de cinq UFR, un institut et trois IUT. Cet établissement concilie un haut niveau scientifique – 34 laboratoires de recherche dont certains sont associés au CNRS et à l'Inserm - et le souci d'ouvrir l'enseignement supérieur à tous. L'insertion professionnelle est prise en compte et se traduit par un nombre important de formations professionnalisées.

- Coordonnées du pouvoir Adjudicateur :

Mme Nathalie CHARNAUX
Président de l'Université Sorbonne Paris Nord
99 Av. Jean-Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

- Coordonnées du Juriste Achats & Marchés Publics :

M. Aly Samba THIAM
Courriel : daj@univ-paris13.fr
Téléphone : 01.49.40.20.66

- Coordonnées de l'Agent Comptable :

M. Pascal PAIN
Agent Comptable
99 Av. Jean-Baptiste Clément
93430 Villetaneuse

Article 2 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières concernent les prestations suivantes :

Prestations de dératisation, désinsectisation et de désinfection des locaux de l'Université Sorbonne Paris Nord

Le contenu détaillé des prestations à réaliser figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Article 3- Décomposition du marché

3-1-Allotissement

Les prestations du marché font l'objet d'un lot unique.

3-2-Forme du marché

La consultation est passée par Procédure adaptée en application des articles R2123-1, R2123- 4, R2162-2, R2162-4, R2124-2 et R2162-13 à R2162-14 du code de la Commande Publique,

Les prestations donnent lieu à un marché à prix mixte, rémunéré ;

- A prix global et forfaitaire sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire DPGF (interventions préventives programmées)
- Sur la base d'un accord-cadre mono-attributaire, exécuté au fur et mesure de l'émission de

bons de commande établis conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique (Interventions curatives sur bons de commande).

L'accord-cadre issu de la présente consultation sera conclu sans montant minimum annuel et avec un montant maximum de 25 000€ HT sur toute la durée du marché.

Article 4 - Obligations du titulaire

4-1-Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché, dont seul l'exemplaire original conservé par l'Université Sorbonne Paris Nord fait foi sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire DPGF ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- L'offre technique du titulaire.

Les pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009) -version en vigueur.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement de l'offre.

Disposition particulière

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

4-2-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

4-3-Obligation de résultat

La prestation est assortie d'une garantie de résultat.

En cas de ré-infestation entre deux passages contractuels sur un même lieu, le titulaire s'engage à effectuer aussi souvent que nécessaire et gratuitement la ou les intervention(s) complémentaire(s) nécessaire(s), à la demande du Service Intérieur et de la Logistique de l'université.

4-4-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

4-4-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à 10 % du montant TTC du marché. Le montant de la pénalité ne pourra toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

4-4-2-Clause sociale

Sans objet.

4-5-Protection de l'environnement

Le titulaire s'engage à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles ne donnent pas lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

4-6-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4-7- Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire du marché pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Déclaré au moment de l'offre ou après la conclusion du marché, le titulaire du marché devra s'engager à attester auprès de la personne publique que le sous-traitant disposera des capacités professionnelles ou qualifications nécessaires à la réalisation des prestations.

4-8- Obligation de confidentialité

Le titulaire du marché est astreint à une obligation de confidentialité, notamment à l'égard de tout tiers extérieur à l'Université Sorbonne Paris Nord, pour toutes les opérations qui lui sont confiées. Sauf autorisation expresse de l'Université Sorbonne Paris Nord, il s'engage à n'utiliser et à ne divulguer à des tiers aucun fait, information, connaissance, document ou autre dont il aurait reçu communication ou pris connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, ainsi qu'aucun résultat de ses travaux.

Ces obligations persisteront après l'exécution du marché. Ces obligations s'imposent également au personnel du titulaire ayant eu accès aux informations traitées.

Le non-respect de ces obligations, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, pourra autoriser l'Université Sorbonne Paris Nord à résilier le marché aux torts du titulaire.

Article 5 - Durée du marché - Délai d'exécution des prestations

5-1 Durée du marché et délai d'exécution

La durée du marché est fixée à 12 mois à compter de sa date de notification.

Le marché pourra être reconduit tacitement 3 fois pour une période successive de 12 mois sans pouvoir excéder 4 années.

En cas de non reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera la décision de non reconduction au titulaire 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le cahier des clauses techniques particulières.

Les candidats pourront prévoir des délais moindres à l'acte d'engagement. Ces délais interviendront dans le jugement des offres.

Au-delà de ce délai, les pénalités prévues à l'article 5.4 du présent CCAP s'appliqueront.

5-2 Exécution complémentaire

5-2-1 Modification du contrat

Le contrat peut être modifié, conformément à l'article à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

5-2-2 Réalisation de prestations similaires

Conformément à l'article L2122-1 du code de la commande publique, la ville se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables dès lors que l'un des cas énumérés aux articles R2122-1 à R2122-9 est rempli.

5-3 Prolongation des délais

Toute difficulté concernant les délais doit être aussitôt signalée, et en tout cas impérativement avant l'expiration du délai contractuel. Une prolongation du délai d'exécution peut être alors accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG/FCS.

5-4- Pénalités de retard

En dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG/FCS, en cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution du marché, une pénalité de retard sera appliquée par jour de retard au lendemain des délais indiqués dans le CCTP et dans l'offre du titulaire (si les délais sont plus courts) selon les montants suivants.

- **100€ HT** pour non-respect du planning annuel de la campagne de dératisation et de désinsectisation préventive ;
- **50€ HT** pour non-respect du délai de transmission du planning annuel pour la campagne de dératisation et de désinsectisation préventive ;
- **150€ HT** pour non-respect des délais d'intervention portant sur les missions complémentaires
- **60€ HT** pour rapport d'intervention non remis
- **100€ HT** pour non-respect des délais fixés en cas de ré-infestation

Article 6 - Prix et règlement

6-1-Contenu des prix

Les prix des prestations préventives sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Pour les prestations complémentaires, les prix du marché sont traités à prix unitaires, sur la base du Bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires et les sujétions particulières.

6-2-Variation des prix

Pour la première année d'exécution, les prix sont fermes.

Pour les périodes suivantes, les prix sont révisibles suivant les tarifs publics du titulaire sur demande expresse du titulaire qui adresse à l'USPN – Service des Affaires Juridiques, Institutionnelles, des

Marchés et des Achats (SAJIMA), 99 Avenue Jean Baptiste Clément, 93430 VILLETANEUSE ou par mél : sajima@univ-paris13.fr - les pièces justificatives 2 mois minimum avant la date anniversaire de la notification du marché afin de traiter la demande.

Clause butoir et de sauvegarde :

En cas de hausse excédant de plus de 2% les conditions précédentes, l'Université Sorbonne Paris Nord se réserve la faculté, soit de limiter cette hausse à 2% soit de résilier la partie du marché concernée sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 29 du CCAG/FCS, puisse prétendre à indemnité.

6-3-Modalités de règlement

6-3-1-Régime des paiements

Les prestations font l'objet de paiements partiels définitifs après constatation du service fait dans les conditions prévues par l'article R2191-23 du code de la commande publique.

6-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

6-3-3-Présentation des demandes de paiement

Les factures sont établies sur la base des prix tels qu'ils figurent dans les annexes financières (DPGF et BPU) à l'acte d'engagement. Les documents afférents au paiement seront établis en un exemplaire.

Le titulaire adressera à l'Université Sorbonne Paris Nord, après acceptation des prestations, les factures **détaillées** qui comprendront obligatoirement les mentions suivantes :

- l'objet et les références du présent marché « 2025MAPAS000001,
- le descriptif de la prestation,
- le montant HT de la prestation,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC de la prestation
- le numéro du bon de commande dit « Sifac ».

Les factures devront être déposées sur le **portail Chorus Pro** pour l'université Sorbonne Paris Nord n° de Siret : 19931238000017.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations suivant les règles de la TVA intracommunautaire.

Le cas échéant, le titulaire transmet à l'Université Sorbonne Paris Nord le nom et les coordonnées de son représentant fiscal en France.

Si la présentation des factures n'est pas conforme à ces dispositions, le délai global de paiement de 30 jours ne commencera de courir qu'à compter du jour de réception de la facture en bonne et due forme.

Tout envoi de facture par d'autres modes de transmissions sera considérée comme non réceptionné et ne fera pas courir le délai global de paiement.

6-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

6-3-5-Délais de paiement

Conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique, les factures seront payées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la livraison par le pouvoir adjudicateur.

6-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par les dispositions de l'article R2192-10 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

6-3-7 Déduction des pénalités

L'université se réserve le droit de déduire du montant des factures les pénalités telles que prévues au présent CCAP. En telle hypothèse, le titulaire ne pourra se prévaloir d'intérêts moratoires au motif de non-paiement de la totalité de la facture. L'université veillera à informer le titulaire du montant des pénalités déduites ainsi que des motifs si le titulaire en fait la demande, celle-ci pourra être faite par tout moyen écrit.

6-4-Avance

Sauf renonciation du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché, une avance peut être versée sur la part du marché dont l'exécution n'est pas sous-traitée. Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues aux dispositions des articles L. 2191-2 à 3 et R. 2191-3 à 19 du Code de la commande publique. Son taux est fixé à 20 % du montant total du marché dans le cas où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise et à 5 % du montant total du marché dans les autres cas.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Le titulaire peut renoncer au bénéfice de cette avance à l'article B4 de l'acte d'engagement.

6-5-Pénalités diverses

L'Université se réserve le droit de défacturer des factures le montant des pénalités sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure. Les pénalités sont cumulables.

6-5-1-Pénalités d'exécution

Le non-respect des obligations du titulaire telles que précisées dans le CCAP et le CCTP peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100 euros HT par faute sans qu'il ne soit nécessaire d'effectuer une mise en demeure.

6-5-2-Pénalité pour travail dissimulé :

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de

travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 7 - Conditions d'exécution des prestations

7-1-Lieu d'exécution

Les prestations se dérouleront sur les 6 sites de l'Université Sorbonne Paris Nord, soit :

- Campus de Villetaneuse, 99 avenue Jean-Baptiste Clément – 93430 VILLETANEUSE
- Campus de St Denis, IUT – Place du 8 mai 1945 – 93200 SAINT-DENIS
- Campus de la Plaine Saint-Denis – 5 et 7, Rue de la Croix Faron – 93210 LA PLAINE SAINT-DENIS
- Bâtiment Georges SAND, 20 avenue Georges Sand, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS
- Campus de Bobigny :
 - o IUT – 1, Rue Chablis – 93017 BOBIGNY Cedex
 - o UFR SMBH – 74, Rue Marcel Cachin – 93017 BOBIGNY Cedex
- Campus d'Argenteuil : Campus d'Argenteuil, 40/50 rue Alfred Labrière – 95100 ARGENTEUIL

7-2-Conditions d'exécution des prestations

La prestation doit être exécutée dans les conditions suivantes :

7-2-1-Suivi de la prestation

Le titulaire doit désigner, en son sein, un responsable chargé de veiller à l'exécution du marché. Cette personne devra disposer d'une délégation suffisante permettant de mettre en œuvre sans délai toute mesure qui s'impose.

L'Université Sorbonne Paris Nord, pour sa part, informera le titulaire des interlocuteurs en charge du suivi technique de la prestation.

L'exécution des prestations pourra être contrôlée à tout moment par l'Université Sorbonne Paris Nord ou les personnes qu'elle mandate à cet effet.

7-2-2- Conditions d'intervention

Un agent de l'université Sorbonne Paris Nord accueillera et accompagnera sur les campus le représentant du titulaire chargé des prestations.

Le titulaire assurera, pendant toute la durée du marché :

- La fourniture et le transport des produits et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations,
- L'application des produits (ne devant pas dégrader le support),
- L'application des règles de sécurité inhérentes aux usagers des bâtiments.

De même, le titulaire s'engagera à :

- Mettre en œuvre l'ensemble des moyens pour lutter contre ces nuisibles,

- Informer l'université d'autres infestations des parasites éventuels,
- Prendre toutes les mesures de protection des biens meubles ou bâtiments pour éviter toute dégradation par les chutes d'objet, les taches de produits, etc.
- Nettoyer, après toute intervention, les locaux traités si besoin.

Les interventions sont réalisées par un technicien habilité et comprennent l'examen des locaux concernés pour la recherche de nuisibles, leur destruction par des moyens appropriés et la prévention d'autres infestations.

Un rapport d'intervention détaillé sera transmis au Chef de Service Intérieur et Logistique à l'issue de chaque opération, dans un délai de 7 jours suivant l'intervention.

De même, le titulaire s'engage à informer l'université de tout changement de produit en lui communiquant les fiches techniques de chaque produit utilisé.

7-2-3- Stockage du matériel

Le stockage des matériaux et matériel sera assuré par le prestataire. Il s'effectuera uniquement dans les lieux affectés à cet usage. En aucun cas, il ne pourra être laissé dans les parties communes de l'Université.

Article 8 - Constatation de l'exécution et garantie

8-1-Opérations de vérifications-décisions après vérifications

Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues aux articles 22, 23, 24 et 25 du CCAG FCS.

L'Université Sorbonne Paris Nord dispose de **15 jours** pour procéder aux opérations de vérification qualitative et quantitative. A l'issue des opérations de vérification, l'Université Sorbonne Paris Nord peut prendre une décision écrite expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet qui est notifiée au titulaire. Passé le délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

8-2-Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie fixée à **1 an**, pièces, main d'œuvre et frais de déplacement compris, **à compter de la notification de la décision d'admission** (article 28 du CCAG FCS).

Dans le cas où une demande devait être faite concernant les nids de guêpes, la garantie serait appliquée pour une période de six mois, à compter de la date de la décision d'admission de la prestation.

Article 9 - Dispositions diverses

Sans objet

Article 10 - Résiliation

10.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le présent accord-cadre peut être résilié par la personne publique en l'absence de faute pour des motifs d'intérêt général après préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception en application de l'article 33 du CCAG FCS

La résiliation devra intervenir sans porter atteinte aux droits à paiement acquis par le prestataire avant la date de résiliation

10.2 - Résiliation pour faute

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent accord cadre, aux torts du titulaire, sans indemnités et sans préavis, après mise en demeure restée infructueuse pendant le délai de quinze (15) jours, au cas où celui-ci aurait manqué à ses engagements ou obligations notamment :

- En cas d'inobservation d'une clause du marché, des conditions et des objectifs qui y sont fixés
- En cas de manquement manifeste vis-à-vis de ces dernières par le titulaire ou d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 2143-3 du code de la commande publique,

Le principe du droit à paiement acquis ne s'applique pas dans ce cas de figure.

10.3 - Clause commune aux différents cas de résiliation

Dans tous les cas de résiliation, le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en instance ainsi que tout bon de commande émis avant la date de résiliation. En cas de résiliation pour faute, il peut être pourvu à l'exécution du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 11 - Litiges et différends

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

Article 12 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 5-3 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS concernant les pénalités de retard.

L'article 6-2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG /FCS concernant la révision des prix.

L'article 8-2 du CCAP déroge à l'article 28-1 du CCAG/FCS concernant les garanties pour les prestations sur nids de guêpes.